

Services Publics



## SERVICES PUBLICS CFE-CGC

15-17 rue Beccaria – 75012 PARIS

☎ 01.44.70.65.90 e-mail :

[fonctions publiques@cfecgcfp.org](mailto:fonctions publiques@cfecgcfp.org)

<http://cfecgcfp.org/>

Paris, le 07 février 2018

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis de longs mois, le Gouvernement exerce une pression sans nom sur les agents publics.

Stigmatisés à dessein, ils paient au prix fort des réformes conduites dans une urgence suspecte et sans la moindre opportunité de faire entendre leur voix, tant le bafouement du dialogue social règne désormais en maître.

Non content d'attenter cruellement à leur pouvoir d'achat (gel du point d'indice, report des mesures PPCR, hausses de la CSG et des cotisations retraites non compensées), l'exécutif s'évertue, au prétexte fallacieux et récurrent de réduction de la dette publique, à briser, pas à pas, les garanties statutaires des près de 5,6 millions d'agents publics.

La fédération des services publics CFE CGC dénonce une intention coupable du Gouvernement, qui a décidé de mettre purement et simplement fin au statut de la fonction publique et donc aux principes fondamentaux qui le régissent, tels que l'égal accès à la fonction publique, garanti par le recours au concours administratif, ou encore l'unicité de la fonction publique, garantie notamment par une valeur identique du point d'indice pour les 3 versants de la fonction publique.

Une posture incompréhensible et donc intolérable pour celles et ceux qui, quotidiennement, exercent leurs missions avec professionnalisme et engagement dans des conditions de travail toujours plus dégradées.

La fédération des services publics CFE CGC condamne fermement ce démantèlement annoncé du statut de la fonction publique, conduit, quoi qu'en dise le Gouvernement, dans des conditions par ailleurs intolérables de pseudo concertation sociale, où les décisions sont prises avant même que les premiers échanges ne soient engagés.

Le chantier de réformation lancé par l'exécutif, au travers du programme ACTION PUBLIQUE 2022-CAP 22, laisse, en l'espèce, augurer de bien tristes perspectives pour les agents et pour le service public de notre pays.

Dès les premières annonces gouvernementales, la fédération des services publics CFE CGC s'était fermement opposée à cette démarche, conduite une fois encore sans aucune concertation préalable avec la parité syndicale et sans la moindre garantie sur l'exploitation des données collectées ou sur les suites qui leur seraient réservées.

Sans surprise, les résultats partiels de la consultation citoyenne lancée par le gouvernement confirment ce que nous avons toujours affirmé, à savoir que les agents sont très attachés au service public, qu'il est nécessaire de favoriser la mobilité, de rendre la fonction publique plus attractive, de diversifier les parcours professionnels et de développer la qualité de vie au travail.

La fédération des services publics CFE CGC dénonce, dans ces conditions, l'inutilité de cette consultation, qui sert uniquement de prétexte aux réformes que le Gouvernement entend conduire, réformes qui vont profondément, injustement et durablement impacter les conditions de vie et de travail des agents et qui mettent en péril les services publics de notre pays.

Les annonces gouvernementales lancées à l'issue du Comité interministériel de transformation publique, où une fois encore tout a été décidé avant même d'être concerté, nous confortent malheureusement dans nos inquiétudes.

Il est désormais question de « réformes prometteuses », avec plans de départs volontaires, décorrélation du point d'indice, davantage de contractuels, soit davantage d'emplois précaires, développement de la rémunération au mérite, fusion des instances représentatives des personnels, tout cela s'ajoutant aux fermetures de services, réorientations, reconversions et suppressions de postes déjà programmées...

La fédération des services publics CFE CGC dénonce au contraire une avalanche de réformes particulièrement injustes et alarmantes travaillées, une fois encore sciemment, en dehors de toute concertation sociale.

La fédération des services publics CFE CGC ne sera, en tout état de cause, pas la complice de cette caricature de dialogue social instrumentée par un Gouvernement, qui a pour seul objectif la réduction des dépenses publiques et qui maltraite honteusement la parole des agents.

En conséquence de quoi, la fédération des services publics CFE CGC ne participera plus aux réunions organisées dans le cadre du programme ACTION PUBLIQUE 2022.

**Contact presse :**

Nathalie MAKARSKI

Présidente de la Fédération des services publics CFE CGC

[presidente@cfecgcfp.org](mailto:presidente@cfecgcfp.org)